

Rapport de gestion du conseil d'administration

Panorama de l'exercice pour TotalFinaElf

Le résultat net part du Groupe hors éléments non-récurrents s'établit en 2000 à 7 637 millions d'euros, en hausse de 128 % par rapport à 1999 (pro forma). Le résultat net part du Groupe ressort à 6 904 millions d'euros, en progression de 97 %.

Les trois secteurs d'activité du Groupe sont :

- l'Amont, qui regroupe l'exploration, la production d'hydrocarbures, le gaz, l'électricité et les autres énergies ;
- l'Aval, avec le raffinage, la distribution des produits pétroliers, les Spécialités, le trading et shipping des bruts et produits ;
- la Chimie, qui regroupe la Pétrochimie & Grands Polymères, les Intermédiaires & Polymères de performance et les Spécialités.

Le résultat opérationnel des secteurs d'activité hors éléments non-récurrents s'élève à 14 884 millions d'euros, en progression de 134 % par rapport à 1999 (pro forma).

Le résultat opérationnel net⁽¹⁾ des secteurs d'activité hors éléments non-récurrents ressort à 8 035 millions d'euros en 2000.

L'année 2000 a été marquée par un environnement pétrolier favorable : une forte hausse des prix du brut, des marges de raffinage et du taux de change du dollar. Le prix moyen du baril de Brent a augmenté de 58 % à 28,5 \$/b en 2000 contre 18,0 \$/b en 1999. Les marges de raffinage ont progressé de 145 % à 23,8 \$/t en 2000 contre 9,7 \$/t en 1999. Le dollar s'est apprécié de 16 % par rapport à l'euro en 2000, la parité moyenne euro/dollar s'établissant à 0,92 sur la période.

L'ensemble des paramètres d'environnement pétrolier a eu un impact positif global de 7,3 milliards d'euros sur le résultat opérationnel des secteurs.

La croissance et les programmes de synergies/productivité ont permis d'augmenter le résultat opérationnel en 2000 de 1,2 milliard d'euros, en ligne avec le programme annoncé d'amélioration du résultat opérationnel sur la période 1999-2003 de 4,4 milliards d'euros par an à l'horizon 2003.

En 2000, la rentabilité des capitaux employés des secteurs est de 21 % contre 11,5 % en 1999 (pro forma).

Croissance de l'Amont

Le résultat opérationnel hors éléments non-récurrents de l'Amont s'établit à 10 113 millions d'euros, en hausse de 146 % par rapport à 1999 (pro forma). Le secteur Amont a pleinement bénéficié de la forte hausse des prix du brut et du dollar.

Le résultat opérationnel net hors éléments non-récurrents de l'Amont en 2000 est de 4 841 millions d'euros.

(1) Résultat opérationnel net : résultat opérationnel + résultat des sociétés mises en équivalence + dividendes reçus + autres produits et charges + augmentation des frais financiers capitalisés – impôts (hors impact des frais financiers) – amortissement des goodwill et incorporels.

La rentabilité des capitaux employés de l'Amont est de 29 % en 2000, en forte hausse par rapport à 1999.

La production du secteur Amont s'élève à 2 124 milliers de barils équivalent pétrole par jour (kbep/j) en 2000 contre 2 065 kbep/j en 1999 (pro forma), soit une croissance apparente de 3 %. Le rythme réel de la croissance des productions est de 6 % si l'on corrige de l'effet des cessions et de l'impact mécanique négatif que les variations des prix du brut ont eu sur le volume des productions obtenues dans le cadre des contrats de type "PSC" et "buy-back".

La production d'hydrocarbures liquides a baissé de 2 % en 2000 à 1 433 kb/j et la production de gaz a augmenté de 13 % à 3 758 millions de pieds cubes par jour.

Les réserves continuent de croître en 2000 et s'élèvent à 10 762 millions de bep, contre 10 455 millions de bep en 1999 (pro forma), soit une hausse de 3 %. Au rythme actuel de production, elles représentent près de 14 ans de durée de vie. Le taux de renouvellement des réserves pour les filiales consolidées a atteint 189 % sur la période 1998-2000, ce qui se compare favorablement aux performances réalisées par les autres majors pétroliers.

Les coûts de renouvellement des réserves consolidées ont été maintenus à un niveau bas et compétitif sur la période 1998-2000, soit 3,7 \$/bep.

Grâce aux bons résultats de l'exploration, le coût de découverte des réserves consolidées (moyenne 1998-2000) s'est situé au niveau très compétitif de 0,7 \$/bep.

En Europe, l'année a été marquée par la poursuite du développement des champs d'Elgin Franklin (TotalFinaElf opérateur 46,2 %). Suite à l'installation en mer, en juillet dernier, de la plate-forme "production, utilités, quartiers", les opérations de finition, de raccordement aux plates-formes "puits" et de préparation à la mise en route se poursuivent pour un début de production prévu à la fin du premier trimestre de 2001.

Dans la CEI, le consortium Opérateur OKIOC (TotalFinaElf 14,28 %) au Kazakhstan a réalisé une découverte majeure d'hydrocarbures sur le puits d'exploration Kashagan Est 1 situé dans le nord-est de la mer Caspienne. Un second forage d'exploration, Kashagan Ouest 1, a commencé en octobre 2000. Les résultats de ce puits sont attendus au printemps 2001.

En Afrique, la découverte d'Akpo, en 2000, sur le permis OPL 246 (TotalFinaElf opérateur 24 %) au Nigeria dans l'offshore profond a déjà fait l'objet de deux puits d'appréciation qui en ont confirmé l'intérêt.

En Angola, sur le Bloc 17 (TotalFinaElf opérateur 40 %), deux nouvelles découvertes ont été réalisées en 2000, avec les puits Jasmim et Perpetua, portant à 10 le nombre de découvertes faites sur ce permis depuis l'origine. Le développement du gisement de Girassol se poursuit ; sa mise en production est prévue pour la fin 2001 avec un objectif de production en plateau de 200 000 b/j qui devrait être atteint au cours de l'année 2002. Les études d'ingénierie de base pour le développement du champ de Dalia sur le Bloc 17 ont été lancées en décembre 2000. Sur le Bloc 14 (TotalFinaElf 20 %), le champ de Kuito, entré en production fin 1999, poursuit sa montée en puissance avec le lancement de la phase 1C du projet. Une nouvelle découverte a été faite sur ce bloc (Lobito).

Au Moyen-Orient, le projet Oman LNG (TotalFinaElf 5,54 %) s'est achevé avec la mise en service en cours d'année des deux trains de l'usine de liquéfaction de Qalhat dont la capacité nominale est de 6,6 Mt/an. La première cargaison de GNL a quitté le terminal en avril à destination de la Corée du Sud.

En Iran, les travaux de développement de South Pars 2-3 (TotalFinaElf opérateur 40 %) se sont poursuivis. La mise en production est prévue pour le premier trimestre 2002.

En Extrême-Orient, le développement des champs de Tunu et de Peciko (TotalFinaElf opérateur 50 %) en Indonésie s'est poursuivi et a permis d'augmenter la production opérée de ces deux champs d'environ 340 000 à 440 000 bep/j entre 1999 et 2000.

En Amérique du Sud, le projet Sincor (TotalFinaElf 47 %) au Venezuela se déroule conformément au calendrier prévu. La phase initiale de production a commencé en décembre 2000. Elle permet de produire 40 000 b/j de brut extra-lourd qui est dilué avec un brut plus léger avant d'être commercialisé. L'usine de traitement (upgrader) devrait être mise en service fin 2001 pour permettre une production en plateau de 180 000 b/j de brut synthétique de haute qualité.

En Bolivie, sur le permis XX Ouest, TotalFinaElf (opérateur 41 %) a poursuivi la délinéation de la découverte d'Itau par le forage du puits Itau X2 qui a conduit à une découverte de nouvelles réserves de gaz au début de 2001. Sur le permis San Alberto (TotalFinaElf 15 %), la première phase de développement s'est achevée en décembre 2000, pour une mise en production en janvier 2001. Cette première phase permettra de produire jusqu'à 6 Mm³/j de gaz en vue d'exportation vers le Brésil.

En Amérique du Nord, dans le Mississippi Canyon Corridor, les gisements de gaz d'Aconcagua (TotalFinaElf opérateur 50 %) et Camden-Hills (TotalFinaElf 16,67 %) situés par plus de 2 100 m

d'eau, associés à celui de King's Peak, ont fait l'objet d'une décision de développement. TotalFinaElf est l'opérateur du système de transport, le Canyon Express, qui reliera ces champs à Canyon Station.

Dans l'Aval-Gaz, TotalFinaElf a développé sa présence dans le Cône Sud, zone en croissance rapide où il est l'un des principaux producteurs et détenteurs de réserves gazières. Le Groupe a acquis, en 2000, une participation de 9,7 % dans la partie brésilienne du gazoduc Bolivie-Brésil qui lui permettra d'approvisionner les marchés en fort développement du sud-est et du sud du Brésil, à partir de ses réserves de gaz en Bolivie. TotalFinaElf a également acquis auprès de la société canadienne Transcanada Pipelines Ltd ses participations dans les réseaux de transport du Cône Sud. Enfin, au mois de novembre 2000, un accord a été conclu avec la société américaine AES Corporation qui permettra à TotalFinaElf d'acquiescer l'ensemble des actifs argentins de génération électrique de la société chilienne GENER, soit une puissance installée d'environ 4 200 mégawatts.

Par ailleurs, dans l'Amont, le Groupe a procédé à des cessions d'actifs non stratégiques tels que les champs du 4^e Round au Royaume-Uni et le champ d'Emeraude au Congo.

Triplement du résultat opérationnel de l'Aval

Le résultat opérationnel hors éléments non-récurrents de l'Aval a triplé à 3 144 millions d'euros contre 1 046 millions en 1999 (pro forma). Le secteur Aval a pleinement bénéficié de la forte hausse des marges de raffinage et du dollar par rapport à l'euro. En revanche, les marges de commercialisation des produits ont été pénalisées par la remontée des prix.

La progression du résultat opérationnel de 2,1 milliards d'euros s'explique pour 70 % par l'impact des paramètres de marché et pour 30 % par les actions propres à TotalFinaElf (programmes de synergies et de productivité).

Le résultat opérationnel net hors éléments non-récurrents de l'Aval en 2000 est de 2 232 millions d'euros.

La rentabilité des capitaux employés de l'Aval est de 19 % en 2000, en forte hausse par rapport à 1999.

Les volumes raffinés restent stables en 2000 à 2 411 kb/j dont 2 109 kb/j en Europe.

Les ventes de produits sont en légère baisse à 3 695 kb/j contre 3 830 kb/j en 1999 (pro forma).

Dans le **raffinage en Europe**, la mise en place en 2000 des "hubs", qui conduit à la gestion intégrée de sites voisins, permettra

de continuer à dégager d'importantes synergies. Cette gestion permet l'optimisation de la logistique sur une base élargie, l'intégration des processus d'approvisionnement et des échanges de produits, ainsi que la mise en œuvre des bénéfices de l'intégration du raffinage avec les autres activités du Groupe, et tout particulièrement la Pétrochimie.

La mise en place de la gestion commune des raffineries en Europe et la poursuite des efforts de réduction des coûts ont permis de continuer à réduire le point mort des raffineries, qui s'est établi pour 2000 à 10\$/t (grands produits).

Dans le **marketing**, grâce aux rapprochements, TotalFinaElf est aujourd'hui le leader dans l'ensemble constitué des six premiers marchés européens (France, Espagne, Benelux, Royaume-Uni, Allemagne et Italie).

En Afrique, TotalFinaElf est désormais co-leader avec une présence dans plus de 40 pays et une part de marché réseau dépassant 10 % dans plus de 30 pays. La part de marché réseau de TotalFinaElf en Afrique s'établit à plus de 20 %.

TotalFinaElf a poursuivi en 2000 sa politique de développement sélectif de ses activités de Spécialités et de réseau en Asie.

Par ailleurs, le Groupe a cédé, en août 2000, la raffinerie de Big Spring au Texas et ses actifs associés, et a conclu des accords à la fin de l'année 2000 pour satisfaire les engagements de cessions d'actifs en France, pris auprès de la Commission européenne dans le cadre du rapprochement entre Totalfina et Elf Aquitaine. Ces accords concernent la cession d'intérêts dans des oléoducs et certains dépôts de produits finis, l'ouverture des infrastructures d'avitaillement des aéroports de Lyon et de Toulouse, la cession de 70 stations-service autoroutières aux enseignes Total, Fina et Elf ainsi que la cession en France de la société Elf Antargaz et de la logistique GPL associée.

Poursuite de la croissance de la Chimie

Le chiffre d'affaires hors Groupe du secteur Chimie atteint 20 843 millions d'euros, en progression de 21 % par rapport à 17 268 millions d'euros en 1999 (pro forma). Le résultat opérationnel hors éléments non-récurrents est en hausse de 37 % à 1 627 millions d'euros. Sur l'ensemble de l'année, l'amélioration des marges pétrochimiques a eu un impact positif de 0,2 milliard d'euros sur le résultat opérationnel.

Au premier semestre 2000, la Chimie du Groupe a bénéficié de conditions économiques favorables : une activité soutenue en Asie et en Europe et une croissance persistante aux Etats-Unis.

La seconde partie de l'année a enregistré un début de ralentissement, qui a pesé sur certains secteurs, notamment les polymères. La Chimie a également dû subir une hausse importante des prix de ses matières premières et n'a pu répercuter sur sa clientèle qu'une partie de cette augmentation. Les résultats des Intermédiaires & Polymères de performance ont bien résisté à la dégradation des marges. Les Spécialités ont continué leur développement dans une conjoncture économique porteuse.

Le résultat opérationnel net hors éléments non-récurrents de la Chimie en 2000 est de 962 millions d'euros.

La rentabilité des capitaux employés de la Chimie est de 10 % (hors impact de l'amortissement des goodwill de 143 millions d'euros) en 2000, en hausse par rapport à 1999.

Dans le sous-secteur **Pétrochimie & Grands Polymères**, les grands projets initiés en 1999, en Europe et aux Etats-Unis, sont entrés dans leur phase active de réalisation. Tel est le cas du vapocraqueur de Port Arthur (Texas), et du pipe éthylène reliant le vapocraqueur de Carling au stockage de Viriat. Aux Etats-Unis, la construction des unités connexes au vapocraqueur et à la raffinerie de Port Arthur – extraction du butadiène, alkylation indirecte... –, dans le cadre d'un joint-venture associant TotalFinaElf, BASF et Shell, a été confirmée.

En Europe, le projet d'extension du vapocraqueur de Carling (France) a été lancé. Cette extension, couplée à une amélioration de l'efficacité énergétique du vapocraqueur, entrera en service fin 2001.

TotalFinaElf a procédé au partage des activités d'Appryl dans le polypropylène. Aux termes de l'accord conclu avec BP, TotalFinaElf reprend le site de Gonfreville, dont la capacité a été portée à 200 000 tonnes fin 2000, et les activités de compounds, destinées à l'automobile. TotalFinaElf et BP créent par ailleurs une coopérative de production sur le site de Lavéra, dont la production sera répartie entre les deux partenaires.

Les **Intermédiaires & Polymères de performance** ont poursuivi la croissance de leurs activités. Ils enregistrent une progression régulière en chiffre d'affaires et en résultat opérationnel.

Les **Spécialités** ont enregistré en 2000 une forte croissance, tirée par le dynamisme des marchés tels que l'électronique, l'automobile et les transports et par des opérations de croissance externe ciblées.

Hutchinson a réalisé deux acquisitions en 2000. La première se situe dans le secteur de l'Anti-Vibratoire Industriel et Aéronautique avec Barry Controls, qui lui permet d'accéder à des positions de premier ordre sur le marché américain mais

également au plan mondial. La seconde renforce sa part de marché dans le domaine grand public en Europe centrale, avec l'acquisition de Söke.

ATOTECH (métallisation) a acquis les actifs de la société américaine McGean Rohco dans le domaine de la métallisation et de l'anticorrosion. Cette opération lui permet de prendre le leadership sur ce segment aux Etats-Unis et de conforter ses positions mondiales.

Dans les peintures et les adhésifs, les nouvelles organisations résultant des rapprochements ont été mises en place.

Par ailleurs, dans la Chimie, le Groupe a procédé à des désinvestissements, notamment les activités Oléochimie et Métal & Aviation.

Offres complémentaires sur Elf Aquitaine et PetroFina

Le 24 mai 2000, le conseil d'administration a approuvé le lancement d'une offre publique de retrait portant

COMPTES CONSOLIDÉS TOTALFINAElf

<i>(en millions d'euros)</i>	Fichier Excel		
	2000	1999 pro forma	1998 pro forma
Chiffre d'affaires	114 557	75 035	61 810
Résultat opérationnel des secteurs d'activité ⁽¹⁾	14 884	6 354	4 696
Résultat opérationnel net des secteurs d'activité ⁽¹⁾	8 035	n.d.	n.d.
Résultat net part du Groupe ⁽¹⁾	7 637	3 349	2 703
Résultat net part du Groupe y compris éléments non-récurrents	6 904	3 496	1 810
Bénéfice net par action ⁽¹⁾ (euros) sur la base d'un capital dilué	10,80	4,77	3,86
Flux de trésorerie d'exploitation ⁽²⁾	13 389	7 012	7 716

(1) Hors éléments non-récurrents.

(2) Y compris impact négatif de l'externalisation de passifs sociaux pour 494 M€.

Le chiffre d'affaires hors Groupe s'établit à 114 557 millions d'euros, en hausse de 53 % par rapport à 1999 pro forma.

Le résultat opérationnel des secteurs d'activité hors éléments non-récurrents s'élève à 14 884 millions d'euros, en progression de 134 % par rapport à 1999 pro forma.

Le résultat opérationnel net des secteurs d'activité hors éléments non-récurrents ressort à 8 035 millions d'euros en 2000, dont 4 841 millions d'euros dans l'Amont, 2 232 millions d'euros dans l'Aval et 962 millions d'euros dans la Chimie.

sur l'ensemble des actions Elf Aquitaine non encore détenues par la Société, sous la forme d'un échange avec une parité de 4 actions TotalFinaElf pour 3 actions Elf Aquitaine.

À l'issue de cette opération, TotalFinaElf détient, au 31 décembre 2000, directement et indirectement, 275 979 458 actions Elf Aquitaine, soit 99,43 % du capital.

Le 5 septembre 2000, le conseil d'administration a approuvé le lancement d'une offre publique d'échange sur les titres PetroFina non encore détenus par la Société, à raison de 9 actions TotalFinaElf pour 2 actions PetroFina. À l'issue cette opération, TotalFinaElf détient, au 31 décembre 2000, 23 480 610 actions PetroFina, soit 99,62 % du capital de PetroFina.

Situation financière

Les principaux éléments des comptes consolidés du Groupe sont résumés dans le tableau suivant :

Le résultat net part du Groupe s'établit à 6 904 millions d'euros, en progression de 97 % par rapport à 1999 pro forma. Hors éléments non-récurrents, il est de 7 637 millions d'euros, en hausse de 128 % par rapport à 1999 pro forma.

Le bénéfice net par action hors éléments non-récurrents, calculé sur la base d'un capital dilué moyen de 707,1 millions d'actions, s'élève à 10,80 euros, en hausse de 126 % par rapport à 1999 pro forma.

Le flux de trésorerie d'exploitation s'élève à 13 389 millions d'euros contre 7 012 millions d'euros pro forma en 1999.

Les éléments non-récurrents pèsent :

– sur le résultat opérationnel des secteurs à hauteur de 382 millions d'euros et correspondent à des charges de restructuration liées au rapprochement avec Elf Aquitaine, à l'application de la norme n° 121 du FASB et à d'autres éléments,

– sur le résultat net à hauteur de 733 millions d'euros et correspondent à des charges de restructuration liées au rapprochement avec Elf Aquitaine, à des amortissements exceptionnels, au plan de préretraite interne et à d'autres provisions. Par ailleurs, des plus-values de cessions sont venues réduire cet impact négatif.

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL DES SECTEURS HORS ÉLÉMENTS NON-RÉCURRENTS

<i>(en millions d'euros)</i>	2000	1999 pro forma	Variation en %
Amont	10 113	4 119	+ 146 %
Aval	3 144	1 046	+ 201 %
Chimie	1 627	1 189	+ 37 %
Résultat opérationnel des secteurs	14 884	6 354	+ 134 %

Fichier Excel

Synthèse

En 2000, les investissements bruts des secteurs ont été maintenus à un niveau élevé à 8 155 millions d'euros, contre 8 079 millions d'euros en 1999 pro forma.

- Le niveau d'investissement du secteur Amont est en hausse de 10 % à 5 639 millions d'euros, contre 5 132 millions d'euros en 1999 pro forma.
- Les investissements de l'Aval sont en baisse de 9 % à 1 163 millions d'euros contre 1 281 millions d'euros en 1999 pro forma.
- Les investissements du secteur Chimie s'élèvent à 1 353 millions d'euros, contre 1 666 millions d'euros en 1999 pro forma, soit une baisse de 19 %.

En 2000, les désinvestissements calculés au prix de cession ont représenté 3 241 millions d'euros (y compris remboursement de prêts long terme pour 606 millions d'euros).

La rentabilité des capitaux employés des secteurs est de 21 % contre 11,5 % en 1999 pro forma.

Le Groupe a procédé au rachat de 11,9 millions d'actions entre septembre et décembre 2000. Le nombre moyen pondéré dilué d'actions sur l'année 2000 a été de 707,1 millions.

Le ratio de dettes nettes sur fonds propres s'établit à 32,9 % à fin 2000, contre 49,7 % à fin 1999 pro forma.

La rentabilité des fonds propres est en nette progression à 27 % en 2000 contre 13 % en 1999 pro forma.

Comptes de TOTAL FINA ELF S.A. et proposition de dividende

Le bénéfice de TOTAL FINA ELF S.A., s'établit à 3 012 millions d'euros en 2000 contre 916 millions d'euros en 1999. Le conseil d'administration de TotalFinaElf, après avoir arrêté les comptes, a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires du 17 mai 2001, la distribution d'un dividende de 3,3 euros par action, en progression de 40,4 % par rapport au dividende de l'année précédente, auquel s'ajoutera l'avoir fiscal selon les conditions en vigueur. Le dividende sera payé en espèces le 29 mai 2001.

Perspectives d'avenir

Le budget d'investissement de 2001 est en hausse par rapport à 2000 et s'établit à 9,4 milliards d'euros avec une priorité donnée à la croissance du secteur Amont, un maintien d'une stricte discipline d'investissement dans l'Aval et une croissance sélective dans la Chimie. Il se répartit à raison de 71 % dans l'Amont (y compris environ 1 milliard d'euros pour l'acquisition d'actifs Aval-Gaz en Amérique latine), 12 % dans l'Aval et 17 % dans la Chimie.

Le Groupe maintiendra un programme soutenu de désinvestissement à un rythme moyen de 2,5 milliards d'euros par an.

Le programme 2001 de rachat d'actions est fixé à 2 % du capital, ce programme pouvant être modulé en fonction de l'évolution de l'environnement pétrolier.

Au cours des premiers mois de l'année 2001, l'environnement pétrolier reste favorable, les prix du brut et le dollar demeurant à des niveaux relativement élevés. Dans ce contexte, les activités du Groupe continuent à se développer de façon satisfaisante.

Risques de marché

Risques généraux d'exploitation

Les résultats de TotalFinaElf sont sensibles à différents facteurs parmi lesquels les plus significatifs sont le prix du pétrole, généralement exprimé en dollars, et les taux de change, notamment celui du dollar par rapport à l'euro.

D'une manière générale, une hausse des prix du pétrole a un effet positif sur les résultats du Groupe du fait de la meilleure valorisation de la production pétrolière. Inversement, une baisse des prix du pétrole se traduit par une dégradation des résultats. Le Groupe estime ainsi qu'une appréciation du cours du pétrole Brent de 1 dollar entraînerait une amélioration du résultat net de l'année d'environ 200 millions d'euros, et inversement. L'impact d'une variation des prix du pétrole sur les activités de l'Aval et de la Chimie de base dépend de la rapidité avec laquelle s'ajustent les prix des produits finis de ces deux secteurs. Le Groupe estime qu'une appréciation des marges de raffinage TRCV Europe Ouest de 1 \$ par tonne entraînerait une amélioration du résultat net de l'année de 60 millions d'euros.

Toutes les activités du Groupe sont sensibles à des titres divers et dans des proportions variables aux évolutions de la parité du dollar contre l'euro. Une appréciation du dollar par rapport à l'euro de 0,10 dollar par euro engendrerait une amélioration du résultat net de l'année de l'activité Amont d'environ 490 millions d'euros, et inversement.

Les résultats du Groupe, notamment dans la Chimie, sont également sensibles à la conjoncture économique.

Risques relatifs aux marchés des hydrocarbures

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe est conduit à intervenir largement sur les marchés afin d'optimiser l'écoulement de ses productions et l'approvisionnement de nos raffineries.

L'activité de négoce d'hydrocarbures a porté en 2000 sur un peu plus de 5,5 millions de barils équivalent pétrole par jour de mouvements physiques dont 4,2 ont concerné du pétrole brut. Le Groupe n'a pas pour politique de vendre à terme des productions futures d'hydrocarbures. Dans son activité de négoce, le Groupe est amené à utiliser des instruments dérivés tels que les futures, forwards, swaps et options, tant sur les marchés organisés que sur les marchés de gré à gré. Compte tenu de la politique mise en œuvre par le Groupe, les risques de marché encourus s'analysent essentiellement comme des risques de prix relatifs, résultant de positions adossées portant sur des qualités, des indices ou des échéances. La valeur notionnelle des instruments dérivés ainsi que leur valeur de marché au 31 décembre 2000 sont présentées en note annexe aux Etats financiers consolidés.

Pour la mesure du risque de marché relatif aux prix d'hydrocarbures découlant des activités décrites ci-dessus, le Groupe a mis en œuvre une méthode d'évaluation de "valeur en risque". Selon cette méthode, la probabilité est de 97,5 % que la variation journalière de résultat induite par les fluctuations favorables ou défavorables du marché soit inférieure à 3,5 millions d'euros sur la base des positions au 31 décembre 2000.

Le Groupe met en œuvre une politique rigoureuse de gestion et de surveillance de ces risques de marché. Celle-ci s'appuie, d'une part, sur une séparation des fonctions d'engagement des opérations et des fonctions de contrôle et, d'autre part, sur un système d'information intégré qui permet un suivi en temps réel des activités. Des limites d'intervention sont approuvées par le Comité Exécutif et font l'objet d'un contrôle quotidien. Afin de garantir la souplesse des interventions et la liquidité des positions, les activités de couverture sont conduites avec des contreparties nombreuses et indépendantes, telles que les autres sociétés pétrolières, les grands consommateurs d'énergie et les institutions financières. Un dispositif de limites par contrepartie est mis en œuvre et un suivi régulier des en-cours par contrepartie est effectué.

Risques relatifs aux activités de trésorerie

La gestion des risques relatifs aux activités de trésorerie et aux instruments financiers de taux et de change obéit à des règles strictes définies par la direction du Groupe et qui prévoient la centralisation systématique en direction centrale des liquidités, des positions et de la gestion des instruments financiers.

La gestion s'organise autour de services spécialisés d'intervention sur les marchés et de contrôle des opérations de trésorerie. Le service "Contrôle" assure la surveillance quotidienne des limites, des positions, et effectue la validation des résultats. Il procède à la valorisation des instruments financiers et, le cas échéant, effectue des analyses de sensibilité. Le Groupe n'utilise que des instruments dérivés simples.

Gestion du risque de change

Le Groupe a pour politique de couvrir systématiquement ses positions de change bilatérales par rapport aux monnaies fonctionnelles de chacune des entités concernées qui sont principalement l'euro, le dollar US, la livre sterling et la couronne norvégienne.

Pour l'activité commerciale, la couverture des revenus et coûts en devises étrangères s'effectue essentiellement par des opérations de change au comptant et parfois à terme. Le Groupe ne couvre que rarement des flux prévisionnels et, dans ce cas, peut avoir recours à des options.

Quant aux actifs à long terme en devises étrangères, le Groupe s'efforce de réduire le risque de change associé en adossant un

financement dans la même devise. La dette à long terme en devises compense alors partiellement la position économique générée. L'exposition nette au risque de change est suivie régulièrement, en référence à un dispositif de limites définies par la Direction générale.

Gestion de la position de taux à court terme et des liquidités

La position courante, principalement constituée d'euros et de dollars américains, est gérée avec les objectifs principaux fixés par la Direction du Groupe (maintenir une liquidité maximale, optimiser le revenu des placements en fonction de la courbe de taux, minimiser le coût d'emprunt), dans le cadre d'une gestion à horizon inférieur à douze mois et sur la base d'une référence de taux au jour le jour, notamment par l'intermédiaire de swaps de taux court terme.

Compte tenu de l'importance de la position courante en euros, les disponibilités sont placées soit directement en euros, soit en devises, par l'intermédiaire de swaps de devises court terme, sans modification de la position de change.

Gestion du risque de taux sur la dette à long terme

La politique du Groupe vise à s'endetter majoritairement à taux variable afin de faire face aux variations importantes des cash-flows dues aux effets de l'environnement (prix du pétrole et parité du dollar contre l'euro).

Les exceptions à cette règle font l'objet d'une autorisation du comité exécutif.

Des swaps de taux et de change long terme peuvent être adossés, à l'émission, aux emprunts obligataires afin de créer une dette synthétique à taux variable. Pour modifier partiellement la structure de taux d'intérêt de la dette à long terme, TotalFinaElf peut également conclure des swaps de taux d'intérêt à long terme.

Sensibilité aux risques de taux d'intérêt et de change

Le tableau ci-après présente l'impact potentiel sur la valeur de marché des instruments financiers en vie au 31 décembre 2000 d'une translation d'une amplitude de 10 % des courbes de taux d'intérêt dans chacune des devises.

Fichier Excel

(en millions d'euros)	31 décembre 2000			
	Valeur comptable	Valeur de marché estimée	Variation de la valeur de marché après translation des taux d'intérêt de + 10 % ⁽¹⁾	Variation de la valeur de marché après translation des taux d'intérêt de - 10 % ⁽²⁾
Bilan				
Emprunts obligataires (avant swaps)	7 239	6 813	(166)	172
Swaps d'émission ⁽¹⁾	-	403	142	(147)
Emprunts bancaires à taux fixes	587	580	(10)	11
Part à moins d'un an des dettes financières long terme (hors crédit-bail)	1 152	1 154	(1)	2
Hors bilan				
Garanties bancaires	-	(13)	-	-
Swaps de couverture d'emprunts obligataires	-	(19)	(24)	25
Swaps de taux et de change long terme	-	(3)	(2)	2
Swaps de taux long terme	-	2	(3)	3
Swaps de taux court terme	-	-	1	(1)
Swaps de change	-	28	8	3
Contrats à terme de devises	-	2	1	1

(1) Les swaps d'émission sont spécifiquement adossés aux emprunts obligataires. La valeur de marché de ces swaps doit donc être intégrée dans une valeur globale des emprunts obligataires.

(2) Non audité.

Une part très significative de ses actifs et de sa dette étant libellée en dollars, la sensibilité du Groupe au cours des devises étrangères est essentiellement affectée par l'évolution de cette devise. Sur la base des comptes à fin 2000 et après effet des contrats de swaps de devises, une hausse de 10 % du dollar contre l'euro augmenterait l'endettement long terme du Groupe d'environ 741 millions d'euros.

Gestion du risque de contrepartie

Toute contrepartie bancaire avec laquelle le Groupe souhaite travailler doit avoir été préalablement autorisée après appréciation de la solidité financière de la contrepartie et de sa notation (Standard & Poor's, Moody's), qui doit être de première qualité.

Une limite globale d'en-cours autorisée est définie pour chaque banque et répartie entre les filiales et la trésorerie Groupe en fonction de leurs besoins.